

**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT**

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mme GISEÈLE GRANDBOIS, présidente
M. LOUIS DÉRIGER, commissaire

**ENQUÊTE ET AUDIENCE PUBLIQUE
SUR LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE INSTALLATION
DE LIQUÉFACTION DE GAZ NATUREL À BÉCANCOUR
PAR STOLT LNGAZ INC.**

DEUXIÈME PARTIE

VOLUME 2

Séance tenue le 10 mars 2015 à 13 h 30
Église multifonctionnelle
3025, avenue Nicolas-Perrot
Bécancour

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| SÉANCE DU 10 MARS 2015 | |
| SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI | |
| MOT DE LA PRÉSIDENTE..... | 1 |
| PRÉSENTATION DES MÉMOIRES | |
| REGROUPEMENT VIGILANCE HYDROCARBURES QUÉBEC | 3 |
| M. Jacques Tétreault | |
| FÉDÉRATION DES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC..... | 8 |
| M. David Laureti | |
| M. Dany Lemieux | |
| REGROUPEMENT VIGILANCE HYDROCARBURES QUÉBEC – RÉGION CENTRE | 15 |
| M. Jean Falaise | |
| M. Alain Guillon | |
| M. Joseph Guillemette | |
| M. RICHARD CHARTIER | 16 |
| REPRISE DE LA SÉANCE | |
| COLLECTIF MORATOIRE ALTERNATIVES VIGILANCE ET INTERVENTION..... | 23 |
| M. Serge Fortier | |
| M. LOUYS PATRICE BESSETTE | 25 |
| GROUPE MACO INC. | 31 |
| M. Mathieu Gagnon | |
| M. JEAN-PIERRE LEDUC..... | 39 |
| MOT DE LA FIN | 42 |

**SÉANCE DU 10 MARS 2015
SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
MOT DE LA PRÉSIDENTE**

PAR LA PRÉSIDENTE :

Bonjour par ce bel après-midi et bienvenue à cette deuxième séance de la deuxième partie de l'audience publique portant sur le projet de construction d'une installation de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour par Stolt LNGaz inc.

Alors je me présente, je suis Gisèle Grandbois, je suis commissaire au BAPE; j'ai le plaisir et le privilège de présider cette Commission d'enquête et audience publique.

Je suis secondée par le commissaire Louis Dériger.

L'équipe de la Commission d'enquête comprend également à ma gauche madame Catherine Plasse analyste, madame Anny-Christine Lavoie également analyste qui est absente aujourd'hui. À la table d'accueil à l'arrière, madame Anne-Lyne Boutin, coordonnatrice de la Commission, monsieur Luc Nolet, conseiller en communication.

Nous avons également madame Denise Proulx, sténographe, qui assure la transcription de tous les propos de cette deuxième partie de l'audience.

Et finalement, nous sommes assistés de monsieur Daniel Moisan du Centre de services partagés du Québec qui est responsable de la logistique et de monsieur Richard Grenier, responsable de la sonorisation.

Donc pour le bénéfice de ceux qui n'étaient pas avec nous hier soir, je vais reprendre certains éléments d'information! Donc le déroulement de la seconde partie des audiences publiques! Je vous rappelle que le BAPE a reçu son mandat d'enquête et d'audience publique du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, monsieur David Heurtel.

Nous avons tenu les 9 et 10 février derniers la première partie de l'audience publique qui avait pour objectif d'obtenir l'information nécessaire à une meilleure compréhension du projet et de ses répercussions.

Nous avons débuté hier soir la deuxième partie de l'audience publique qui a pour but de permettre aux citoyens d'exprimer leur opinion sur le projet, d'émettre des commentaires et de faire des suggestions ou de proposer des modifications au projet.

Le déroulement de la séance est le suivant! Si vous êtes inscrit au programme de cet après-midi et que vous devez présenter un mémoire, je vous demanderais, si ce n'est pas déjà fait, d'aviser la coordonnatrice de la Commission, madame Boutin, de votre présence, afin que l'on puisse respecter l'horaire d'inscription de cet après-midi.

Le temps alloué pour chaque présentation est de quinze (15) minutes. Dans le cas où vous utiliseriez tout le temps alloué, je vous avertirai deux (2) minutes avant la fin de la période de quinze (15) minutes.

Au besoin, la Commission d'enquête échangera avec ceux d'entre vous qui présenteront des mémoires afin de préciser leurs points de vue.

Nous avons huit (8) présentations à l'horaire de cet après-midi. Si le temps nous le permet, les personnes qui n'ont pas transmis de mémoire écrit mais qui veulent présenter leurs points de vue verbalement pourront le faire en s'inscrivant au registre à l'arrière de la salle. Ces personnes seront appelées à faire leur présentation à la fin de l'après-midi et elles disposeront de dix (10) minutes pour leur présentation.

La participation à l'audience publique! Le BAPE a élaboré des règles de participation qui visent à faciliter la participation de toutes les personnes intéressées. Ces règles sont disponibles dans le site Web du BAPE et sont également présentées dans un document disponible à l'accueil.

Les règles de participation portent notamment sur le respect du droit d'auteur et sur le respect de la vie privée des personnes. Certaines règles ont trait aux propos des mémoires qui ne doivent pas par exemple être diffamatoires ou injurieux.

Je me réserve le droit d'interrompre une présentation qui ne respecterait pas ces règles.

Je vous rappelle qu'au-delà de votre position sur le projet, la Commission d'enquête souhaite connaître les arguments qui vous amènent à prendre cette position.

Nous aimerions également vous rappeler l'importance de maintenir un climat serein et respectueux, tel que nous l'avons vécu en première partie d'audience et hier soir. Afin que tous les participants soient à l'aise de présenter leur mémoire ou de faire part de leur opinion, je demande donc à tous ceux qui assistent à l'audience de s'abstenir de manifester leur approbation ou leur désapprobation pendant ou après la présentation des mémoires.

Veuillez noter que, tout comme le promoteur et les personnes-ressources, les participants ont la possibilité de rectifier des faits mentionnés dans le mémoire d'un participant ou dans sa présentation. Toutefois, ce droit doit servir uniquement à rectifier des faits et non pas à se

prononcer sur les opinions émises par les autres. Il ne s'agit donc pas de débattre des positions exprimées mais bien de corriger des données erronées.

Pour vous prévaloir du droit de rectification, vous devez vous inscrire au registre à l'accueil à l'arrière de la salle. Vous serez invité à intervenir à la fin de la séance. Vos propos devront être brefs et factuels.

Les rectifications pourront aussi se faire par écrit au cours de la prochaine semaine.

Les suites à l'audience publique qui se termine cet après-midi! À la suite de cette deuxième partie de l'audience publique, la Commission poursuit son enquête. La Commission rédigera son rapport à l'intention du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Ce rapport fera état de vos préoccupations et de vos opinions ainsi que des constatations et de l'analyse de la Commission concernant le projet à l'étude.

Le rapport sera remis au ministre au plus tard le 1^{er} juin; par la suite, le ministre disposera de soixante (60) jours pour le rendre public, c'est-à-dire qu'il devra le rendre public au plus tard le 1^{er} août.

Parallèlement à l'audience publique, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques procède à sa propre analyse environnementale. C'est donc à la lumière du rapport du BAPE et de l'évaluation environnementale réalisée par son propre ministère que le ministre fera ses recommandations au Conseil des ministres.

La décision d'autoriser ou non le projet et selon quelles conditions appartient au Conseil des ministres.

PRÉSENTATION DES MÉMOIRES REGROUPEMENT VIGILANCE HYDROCARBURES QUÉBEC

PAR LA PRÉSIDENTE :

J'invite maintenant le premier participant de l'après-midi, monsieur Jacques Tétreault, coordonnateur général du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec à venir présenter son mémoire.

Bonjour monsieur Tétreault.

PAR M. JACQUES TÉTREAU :

Bonjour madame Grandbois, bonjour monsieur Dériger.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Alors nous vous écoutons.

PAR M. JACQUES TÉTREAU :

Bonjour. Le mémoire que je dépose, c'est pour le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec.

Au début, on vous fait mention un peu de l'historique du Regroupement, je vais pas vous lire ça, je pense que vous êtes capables de faire l'historique comme moi.

Juste vous mentionner que depuis décembre 2013, le Regroupement a vraiment élargi sa base. On est passé de la vallée du Saint-Laurent vers l'ensemble de la province de Québec, et de mandats qui étaient uniquement dirigés vers les gaz de schiste qui, maintenant, recouvrent tous les hydrocarbures non conventionnels au Québec ainsi que leur transport.

Ça l'a fait en sorte qu'on a fédéré beaucoup de comités de citoyens de l'Est du Québec, qui sont aux prises avec le futur projet d'Énergie Est, le pipeline qui s'en vient, pour acheminer un point un million (1,1 M) de barils de pétrole lourd par jour vers des projets, vers l'exportation.

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 4, dernier paragraphe, 1^{re} ligne, «La saga du port...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 4, dernier paragraphe, dernière ligne, «... le fleuve Saint-Laurent.»)

Puis ça, c'est une composante de la problématique qu'on vit ici.

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 5, 1^{er} paragraphe, 1^{re} ligne, «Un rapprochement...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 6, dernier paragraphe, 1^{re} ligne, «... le soin de...»)

De parler de d'autres sujets, ce qui a été fait hier et ce qui va être fait aujourd'hui, j'imagine.

Alors on s'est attardé vraiment à la provenance du gaz, parce que pour nous, il y a un problème là!

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 7, 1^{er} paragraphe, 1^{re} ligne, «Dans le contexte actuel...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 7, 5^e paragraphe, dernière ligne, «... pour relancer le tout.»)

165 On cite monsieur Couillard qui, au lendemain du rapport du dernier BAPE, avait mentionné qu'il n'y avait pas d'intérêt à développer actuellement cette ressource-là.

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 7, dernier paragraphe, 1^{re} ligne, «Le mot actuellement...»)

170 **FIN DE LA LECTURE (Page 10, 1^{er} paragraphe, dernière ligne, «... mais bien réel.»)**

On a aussi parlé de mesures de compensation. Alors selon monsieur Guillaume Daigle de Canards Illimités, il y a eu un colloque récemment sur les milieux humides à Saint-Hyacinthe et ils disaient!

175 **LECTURE DU MÉMOIRE (Page 10, 3^e paragraphe, 2^e ligne, «... ces plans de compensation...»)**

180 **FIN DE LA LECTURE (Page 11, 1^{er} paragraphe, 1^{re} ligne, «... à celui du Québec...»)**

Puis hier soir, j'ai pris le temps de vérifier, on est environ à deux (2) fois plus cher en Europe.

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 11, 1^{er} paragraphe, 1^{re} ligne, «... il serait honnête...»)

185 **FIN DE LA LECTURE (Page 12, dernier paragraphe, dernière ligne, «... à long terme.»)**

Hier, on a eu là une démonstration claire et précise, à mon point de vue, de deux (2) positions qui sont aussi louables les unes que les autres. Je pense que les promoteurs sont honnêtes dans la présentation de leur projet. Ils font bien leur travail.

190 Les gens de l'industrie, les gens des chambres de commerce qui sont venus présenter hier aussi sont très honnêtes dans leur analyse.

195 Leur analyse est à courte vue, tandis que l'analyse des citoyens est beaucoup plus à long terme.

200 Puis c'est là, je crois, la grande différence qu'il y a entre les deux (2) positions. Parce que ce qui m'a semblé hier, avec beaucoup de respect pour tous les intervenants qui sont venus puis qui vont probablement passer aussi aujourd'hui, tout le monde est très objectif dans sa description. C'est juste que les prémisses avec lesquelles on part ne sont pas les mêmes.

205 Les gens d'affaires veulent faire de l'argent, ils veulent que l'économie locale se développe, puis c'est très bien comme ça, sauf que les citoyens qui ont beaucoup plus de profondeur au niveau des changements climatiques, de leurs études, de leurs réalisations, on nous fait réaliser que la mentalité amérindienne qui dit : ne pose aucun geste si tu es pas certain de l'effet que ça va produire sur les sept (7) prochaines générations, c'est de quoi qui est de plus en plus, qu'on a intégré comme valeur beaucoup dans nos raisonnements.

210 Et malheureusement, je pense que les gens d'affaires ont des intérêts à beaucoup plus court terme. Puis c'est là qu'arrivent les heurts et les incompréhensions mutuels.

J'arrête là!

PAR LA PRÉSIDENTE :

215 Merci monsieur Tétreault. J'aurais peut-être le goût, monsieur Tétreault, de continuer sur votre notion d'horizon.

220 Vous avez mentionné, c'est ça, que plusieurs citoyens, selon vous, considéraient un horizon plus long lors de l'évaluation des projets que, vous avez mentionné, les Amérindiens qui parlaient de sept (7) générations.

Donc selon vous, lorsqu'on évalue un projet, tel que le projet de Stolt, l'horizon d'évaluation, selon vous, ça devrait être combien d'années?

225 **PAR M. JACQUES TÉTREULT :**

Je pense qu'aujourd'hui, il y a plusieurs financiers internationaux qui commencent à dire qu'il faut tenir compte des changements climatiques dans l'évaluation de nos projets.

230 Les changements climatiques qu'on va vivre dans les vingt (20) prochaines années vont être dramatiques, puis je pense que les gens n'ont pas vraiment une conscientisation vraiment réelle de ce qui va se produire.

235 Deux degrés centigrade (2 °C), j'apprenais récemment que ça va s'accompagner avec quatorze pour cent (14 %) d'humidité supplémentaire. À chaque degré qu'on gagne, il y a sept pour cent (7 %) d'humidité qui l'accompagne.

Ça veut dire, ça, que l'hiver, les chutes de neige vont être beaucoup plus abondantes quand ça va être de la neige; si la température augmente trop, là, on va passer à du verglas ou de la pluie

240 carrément. On va voir, l'été, des facteurs humidex extrêmes qui vont nous amener des chaleurs insupportables.

245 L'agriculture – écoutez, les changements climatiques, c'est très documenté. On n'en parle pas beaucoup, parce que quand on en parle, on passe pour des alarmistes, puis moi, j'aime pas ça être alarmiste, je suis un homme qui est très optimiste dans la vie, mais je pense que là, il va falloir qu'on commence à dire les vraies choses au monde, parce qu'on réalise pas la perte de un point neuf hectare (1,9 ha) de terres humides ici, on considère ça comme une banalité.

250 Mais l'éponge que constitue – c'est grand, un point neuf hectare (1,9 ha), c'est deux (2) terrains de football, c'est vraiment une grande surface – d'éponge qu'on balaie du revers de la main en disant, c'est minime, ça n'a pas d'importance.

255 Mais quand il va nous tomber – là, je vais parler en pouce – quatre pouces (4 po) d'eau en l'espace d'une (1) heure, ça prend de quoi pour la retenir, cette eau-là, sinon la vitesse avec laquelle l'eau s'écoule, ça transporte tellement de matières organiques que là, on va en voir des effets sur la faune et la flore du fleuve Saint-Laurent dans les abords.

260 L'importance de la nature, elle est beaucoup plus que juste que c'est un trou d'eau à préserver ou des grenouilles à sauver, là! Il y a une valeur vraiment grande là-dedans.

Alors pour répondre à votre question, sur combien d'années on peut penser, moi, je pense qu'il faut qu'on pense à nos enfants puis à nos petits-enfants aujourd'hui. Il faut pas juste penser aux jobs qui vont venir dans la région dans les dix (10) prochaines années.

265 Puis je vous répète, on n'est pas contre le progrès, au contraire. Moi, je pense que le parc industriel ici pourrait très bien bénéficier de beaucoup d'usines qui pourraient venir s'implanter puis qui auraient des effets bénéfiques sur l'environnement, sur la récupération, le recyclage, les capteurs solaires. Écoutez, la technologie se développe. C'est démontré que chaque dollar qui est investi dans les nouvelles énergies rapporte sept (7) fois plus d'emplois que dans les hydrocarbures.

270 Alors pourquoi focusser sur une industrie qui, dans les vingt (20) prochaines années, va être moribonde de toute façon? Ça va être quoi, l'héritage qu'on va laisser à nos enfants?

275 Mais là, je vais arrêter, parce que je peux partir pour l'après-midi!

PAR LA PRÉSIDENTE :

Merci monsieur Tétreault.

280 **PAR M. JACQUES TÉTREault :**

Ça m'a fait plaisir.

285 **FÉDÉRATION DES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC**

PAR LA PRÉSIDENTE :

290 J'appellerais maintenant, j'inviterais maintenant monsieur David Laureti qui est directeur
Stratégie et affaires économiques et monsieur Dany Lemieux, de la Fédération des chambres de
commerce du Québec.

Messieurs, nous vous écoutons.

295 **PAR M. DAVID LAURETI :**

Merci de nous permettre de faire cette présentation cet après-midi, monsieur et madame les
Commissaires.

300 Alors écoutez, un mot sur la FCCQ rapidement! C'est un vaste réseau de cent quarante
(140) chambres de commerce et de mille deux cents (1200) membres corporatifs. La Fédération,
appelons-la la FCCQ pour réduire cet après-midi, c'est donc soixante mille (60 000) entreprises,
cent cinquante mille (150 000) gens d'affaires dans tous les secteurs de l'économie et disposés sur
305 l'ensemble du territoire québécois.

C'est donc le plus important réseau de gens d'affaires au Québec, et c'est une fédération de
chambres de commerce, mais c'est aussi une chambre de commerce provinciale.

310 Alors c'est dans cet esprit donc qu'on se présente devant vous aujourd'hui. On souhaite
contribuer à la réflexion du BAPE sur le projet Stolt par le rappel de notre position sur le
développement durable, par les justifications techniques et économiques du projet, par
l'acceptabilité sociale de celui-ci et aussi par les impacts environnementaux qui ont été
documentés sur celui-ci.

315 Alors un mot sur la position de la FCCQ sur le développement durable! On s'exprime très
fréquemment sur les différents enjeux qui touchent le secteur énergétique. À chaque fois, la FCCQ
met de l'avant des recommandations qui favorisent la mise en place d'un portefeuille énergétique
pluriel qui vise à renforcer la sécurité énergétique.

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 2, avant-dernier paragraphe, 1^{re} ligne, «La FCCQ croit que...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 2, avant-dernier paragraphe, avant-dernière ligne, «... l'industrie énergétique...»)

Et le mémoire que nous vous avons présenté aujourd'hui a également été présenté et lu par d'autres membres, d'autres comités à la Fédération, nommément celui du développement nordique, du comité mines et celui des transports.

C'est pour ces raisons-là donc que nous considérons que les positions qui sont défendues par la Fédération sont pertinentes et reflètent bien le consensus de l'industrie, sans toutefois négliger tous les autres aspects du développement durable.

Concernant le projet SLNGaz précisément et ses justifications techniques! On sait donc que c'est un projet qui vise à offrir à des clients qui n'ont pas accès au réseau actuel de gaz naturel une nouvelle option énergétique. Alors ce projet s'inscrit, selon nous, dans un contexte énergétique et économique mondial en pleine mouvance.

Il faut se souvenir qu'il ne s'agit pas de la première usine du genre au Québec. De telles installations existent déjà dans l'Est de Montréal, et le choix du promoteur de favoriser le Parc industriel et portuaire de Bécancour pour son projet est, à notre avis, un bon choix.

Pourquoi, bien, parce que son activité nécessite un accès à un réseau fiable de distribution de gaz naturel et l'accès à un port en eau profonde.

Le projet comme tel qui vise la production de gaz naturel liquéfié et son transport direct à petite échelle – excusez-moi! Selon les documents donc que Stolt a mis à notre disposition pour la rédaction de ce mémoire, les installations pour la production et le transport de GNL sont conformes au code CSA Z276 sur la production, le stockage et la manutention de gaz naturel liquéfié.

Et pour terminer là-dessus, la documentation qui nous a été fournie par le promoteur nous permet d'affirmer que les impacts liés au projet sont faibles.

Pour ce qui est de la justification économique du projet présenté par SLNGaz!

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 4, «Justifications économiques», 1^{er} paragraphe, 1^{re} ligne, «La région de Bécancour...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 4, «Justifications économiques», 2^e paragraphe, avant-dernière ligne, «... à Montréal.»)

Dans sa phase de construction, l'usine créera environ deux cents (200) emplois à temps plein et mille (1000) emplois indirects pendant toute la durée des travaux.

Ce sont donc des retombées économiques que l'on considère considérables. Elles ont été calculées par SLNGaz et totalisent deux cent dix-sept millions de dollars (217 M\$) sur le PIB du Québec.

En phase d'exploitation, les revenus fiscaux sont évalués à quatre point sept millions de dollars (4,7 M\$) pour les gouvernements provincial et fédéral.

On peut donc dire que le projet aura un impact positif sur l'économie, en plus d'attirer des investissements étrangers ici, souhaitons-le.

L'accès à ce nouveau combustible pourrait, pour les éventuels clients, favoriser le développement industriel et les retombées économiques dans les régions nordiques. Les entreprises et les clients visés verraient leurs coûts d'énergie diminuer avec cet apport en gaz naturel liquéfié. Leur compétitivité et leur productivité s'en trouveraient améliorées.

Pour ce qui est des efforts environnementaux!

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 8, 2^e paragraphe, 1^{re} ligne, «Il est important...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 8, 3^e paragraphe, 5^e ligne, «... d'innovation énergétiques...»)

L'étude d'impact a révélé des impacts de faibles à moyennes envergures sur l'environnement, principalement lors de la phase de la construction de l'usine. On fera pas recension ici de tout ça, vous le verrez dans notre mémoire.

SLNGaz s'est engagée à faire une surveillance environnementale étroite des travaux; elle a, selon nous, également la responsabilité de le faire. Elle doit poursuivre ses efforts pour bien documenter son étude d'impact et mieux gérer les risques inhérents au projet.

C'est de cette façon, à notre avis, qu'elle va démontrer à tous que le projet est acceptable au plan social et environnemental.

Ça m'amène effectivement à l'acceptabilité sociale du projet en lui-même!

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 6, 3^e paragraphe, 1^{re} ligne, «L'étude d'impact...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 7, dernier paragraphe, dernière ligne, «... les communautés concernées.»)

Pour ces raisons, nous considérons que le projet devrait bien s'intégrer à son milieu d'accueil.

À la Fédération, on réfléchit beaucoup actuellement au concept d'acceptabilité sociale. Il ne faut pas oublier que l'acceptabilité sociale ne signifie pas unanimité sociale. Nous constatons que dans l'opinion publique actuellement, il existe un débalancement entre les trois (3) volets du développement durable, ce qui empêche une cohabitation harmonieuse, selon nous.

La sphère économique du développement durable est malheureusement, à notre avis, trop souvent évacuée du débat public; nous croyons que le Québec a besoin d'une information économique neutre, objective lorsque vient le temps de parler des grands projets de développement, en fait les grands comme les petits projets.

Tout projet engendre des impacts; dans ce cas-ci, le promoteur, à notre avis, a démontré qu'il prend toutes les précautions afin de les minimiser, et c'est pour ces raisons que nous recommandons au gouvernement d'aller de l'avant avec ce projet d'installation de liquéfaction de gaz naturel sur le territoire de la ville de Bécancour.

Merci.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Merci monsieur Laureti. Monsieur Dériger s'il vous plaît.

PAR LE COMMISSAIRE :

Dans votre mémoire, vous mentionnez que c'est important que le promoteur maximise les retombées économiques locales. Vous suggérez de voir peut-être la possibilité de scinder les contrats, donc de fractionner les lots de contrats pour que les entrepreneurs puissent accéder facilement aux soumissions, en fait, aux appels d'offres qui pourraient être mis de l'avant.

En même temps aussi vous indiquez, vous mettez un bémol par rapport à la formation. Vous dites que ça peut nécessiter des emplois spécialisés.

J'aimerais vous entendre un peu là-dessus, comment concilier ces deux (2) aspects-là, la formation et le fractionnement des contrats.

PAR M. DAVID LAURETI :

Mon confrère Dany Lemieux saura répondre à la question.

PAR M. DANY LEMIEUX :

Lors de tout projet, il y a des travaux qui sont de nature plus générale et il y a également des travaux de nature plus spécifique, plus spécialisée.

À la Fédération, depuis plusieurs années, on milite pour maximiser les retombées économiques locales et régionales; dans certains cas, par contre, c'est impossible. Soit qu'il y a des parties de projet que ça prend une connaissance extrêmement pointue pour mettre en opération par exemple une usine ou un segment de projet, et dans ce cas-là, bon, on est tout à fait conscient que parfois, l'expertise n'est pas disponible localement ou au niveau régional.

Donc la Fédération, ce qu'elle veut dire, il n'y a pas de dichotomie dans cette position-là. C'est de dire, bien, lorsque c'est possible pour peut-être des segments de construction et d'opération qui sont moins spécialisés, d'aller au maximum au niveau local et régional. Et lorsque c'est pas possible, bien à ce moment-là, faire affaire à la main-d'œuvre extérieure. Mais en même temps, de prioriser, de faire dormir ces gens-là dans les environs et de les faire manger dans les restaurants aux alentours du projet.

Donc il n'y a pas de dichotomie par rapport à cette question-là.

Donc on dit d'abord retombées économiques locales et régionales lorsque possible et ensuite, bien, s'il y a besoin d'emplois spécialisés, de faire dormir ces gens-là au niveau local et de les faire manger dans les restaurants aux alentours.

PAR LE COMMISSAIRE :

Mais est-ce qu'à votre avis, il existe d'autres façons, d'autres mécanismes pour maximiser les retombées au niveau local que le fractionnement?

Est-ce qu'il existe d'autres façons de pouvoir le faire?

PAR M. DANY LEMIEUX :

Bien, sur les bases économiques, le but premier, le promoteur, c'est tout à fait correct, il faut qu'il aille en concurrence, donc il va essayer d'avoir le meilleur service au meilleur coût possible.

Donc c'est sûr que lorsqu'on fractionne des parties de mandats, il y a possiblement plus de fournisseurs, de plus petite taille, qui vont être en mesure de soumissionner, et ces firmes-là, bien, les travailleurs viennent de l'endroit, donc pas besoin de payer de nuitées, pas besoin de payer de repas, ils emmènent leurs lunches. Et en termes de mécanique, on est toujours en appel d'offres ici.

PAR LE COMMISSAIRE :

Mais moi, ma question était plus au niveau, par exemple, supposons, on prend le cas du fractionnement! Si c'est pas possible, est-ce qu'il y a des mécanismes qui existent pour, exemple, les compagnies, les locaux se regroupent ensemble, qu'ils puissent faire faire des soumissions, j'ai le mot «joint venture» en tête, mais en consortium?

PAR M. DANY LEMIEUX :

Oui, oui, tout à fait. On le voit, il y a toutes sortes de projets qui se font en consortium. On le voit dans les projets de grande envergure. Même les grandes firmes ont besoin d'aide pour les très grands projets.

Le même principe peut s'appliquer également en termes de projets un peu moins grands. Donc c'est aux gens de se parler et de voir s'ils peuvent travailler ensemble.

C'est fréquent dans les mandats où on a besoin des équipes multidisciplinaires où on fait appel à des partenaires et où on a des consortiums pour faire des mandats, et puis c'est un mécanisme qui est courant, effectivement.

PAR LE COMMISSAIRE :

Merci.

PAR LA PRÉSIDENTE :

J'aurais une autre petite question. Dans votre mémoire, et c'est une question que vous n'avez pas eu le temps de nous lire, mais qu'on avait, nous, eu le loisir de lire avant aujourd'hui, vous mentionnez, à la page 7 de votre mémoire, l'avant-dernier paragraphe, vous dites :

«Pour ce qui est des préoccupations environnementales, une analyse du cycle de vie carbone est en cours d'élaboration, et des discussions ont été tenues avec le Centre de transfert technologique en écologie industrielle de Victoriaville quant aux possibilités de récupération du CO₂.»

Puis évidemment, on parle du projet de Stolt bien entendu. Donc pourriez-vous nous en dire un petit peu plus? C'est la première fois, disons, que c'est mentionné en audience, donc pourriez-vous nous en dire un petit peu plus sur les discussions, la nature des discussions?

PAR M. DANY LEMIEUX :

Bien nous, on n'a pas été impliqué directement au niveau de ces discussions-là. En fait, on s'est basé sur ce qu'il y avait dans l'étude d'impact.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Ah, vous l'avez pris dans l'étude d'impact?

PAR M. DANY LEMIEUX :

Oui, on l'a pris dans l'étude d'impact. Donc nous, on n'a pas pris part à ces discussions-là.

Donc, c'est une des actions que le promoteur envisage et donc, ça faisait partie de son étude d'impact. Et nous, on a tenu à le souligner, parce qu'on trouve ça louable, les initiatives que le promoteur fait pour l'aspect environnemental.

PAR LA PRÉSIDENTE :

On reviendra au promoteur à ce moment-là. Je pensais que vous aviez peut-être été partie prenante.

Alors moi, ce serait tout pour le moment, je vous remercie.

REGROUPEMENT VIGILANCE HYDROCARBURES QUÉBEC – RÉGION CENTRE

PAR LA PRÉSIDENTE :

J'inviterais maintenant monsieur Jean Falaise, monsieur Alain Guillon et monsieur Joseph Guillemette du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec, Région Centre à venir nous présenter leur mémoire.

Nous vous écoutons.

PAR M. ALAIN GUILLON :

Bonjour madame. Alain Guillon, coordonnateur régional du Centre-du-Québec pour le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec.

PAR M. JEAN FALAISE :

Bonjour madame Grandbois, monsieur Dériger. Jean Falaise, coordonnateur interrégional Centre-du-Québec pour le Regroupement vigilance hydrocarbures du Québec.

PAR M. JOSEPH GUILLEMETTE :

Joseph Guillemette, coordonnateur adjoint. Bonjour madame Grandbois, monsieur Dériger.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Nous vous écoutons.

PAR M. ALAIN GUILLON :

LECTURE DU MÉMOIRE

PAR LA PRÉSIDENTE :

Je vous remercie. Je pense que vous avez présenté clairement vos inquiétudes, donc moi non plus, je n'aurai pas de questions. Donc je pense que c'est clair dans votre mémoire et je vous remercie, messieurs.

PAR M. JOSEPH GUILLEMETTE :

Est-ce que je peux en ajouter un peu? Est-ce que j'ai quelques secondes?

PAR LA PRÉSIDENTE :

Il faudrait que ce soit court, parce qu'effectivement, le quinze (15) minutes avait été utilisé.

PAR M. JOSEPH GUILLEMETTE :

D'accord. Je vous invite à revoir vos notes personnelles sur l'autre BAPE qui s'est déroulé à Saint-Hyacinthe, l'intervention du professeur Jacques Fortin qui dénonçait l'absence d'imputabilité des compagnies vis-à-vis la colonne de gauche versus la colonne de droite. C'est facile de prendre les profits, mais tous les impacts ne sont pas assumés par les compagnies, ils sont assumés par la société at large.

Je vous invite à regarder ça. J'ai trouvé cette intervention exceptionnelle. Merci.

PAR LA PRÉSIDENTE :

C'est noté, monsieur Guillemette. Merci messieurs.

RICHARD CHARTIER

PAR LA PRÉSIDENTE :

J'inviterais maintenant monsieur Richard Chartier à venir présenter son mémoire.

Bonjour monsieur Chartier.

PAR M. RICHARD CHARTIER :

Bonjour madame.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Nous vous écoutons.

PAR M. RICHARD CHARTIER :

635

Monsieur. Comme je l'avais mentionné, madame la Présidente, j'ai écrit un mémoire, mais c'est un verbal et je vais le faire verbalement, dans le sens que ça reflétera pas exactement le texte, mais ça va venir de mes tripes, de mon cœur.

640

C'est le deuxième BAPE auquel je participe. J'étais pas certain de vouloir écrire un autre mémoire, l'intention de nous répéter un peu, je trouve ça triste que présentement, personne ne parle de l'eau, l'impact sur l'eau, l'eau potable.

645

Comme je vous le disais dans mon mémoire, suite au questionnement qu'il y a eu la première soirée, la dame chez SNC-Lavalin, je lui avais posé la question sur l'eau potable, qu'est-ce qu'elle pensait, si c'était important, est-ce qu'on peut faire des compromis à la contamination de l'eau potable!

650

Comme une bonne politicienne, elle a contourné la question. J'ai pas eu les réponses que je m'attendais.

655

Je pense que ça vient pas, parce que je vois que personne n'en parle de l'eau, l'importance de l'eau. Les gens de Bécancour ont beau avoir trente (30) jobs, trente (30) emplois, mais s'il n'y a plus d'eau à boire, puis si on contamine le fleuve, ça, c'est grave! Mais personne n'en parle.

660

On dit chez SNC-Lavalin qu'on a fait des études, c'est minime, petits risques. Elle a quand même avoué qu'il pourrait y avoir des risques.

665

De l'autre côté, on a entendu la même chose au BAPE à Saint-Hyacinthe. Le monsieur de chez SNC-Lavalin disait, l'ingénieur, quand on parlait du bruit, monsieur venait faire une représentation sur le bruit, l'impact sur le bruit, les mille cinq cents (1500) camions qui circulent, c'est pas important, on n'a seulement qu'à leur installer, en langage commun, des «mufflers», des silencieux spéciaux qui n'existent pas dans l'industrie – j'ai travaillé quarante (40) ans dans l'industrie – mais on leur installait ça, puis il n'y avait plus de problème pour le bruit.

670

Et puis les gens ont juste à s'acheter des châssis, des fenêtres, d'investir sur leurs fenêtres, d'insonoriser, insonorise ta maison puis mets-toi l'air climatisé. Il n'y a plus de problème à ce que la foreuse, et puis qu'elle éclaire vingt-quatre (24) sur vingt-quatre (24) sept (7) jours par semaine.

Puis l'étude prétendait que de deux (2) à cinq (5) ans que les puits pourraient être en place. C'est aberrant de voir ça qu'on dise, qu'on peut avoir des réponses simples comme ça!

Je crois que nous avons le droit de nous questionner sur l'intervention de ces compagnies. C'est certain que moi, je travaillerais pour ces compagnies-là, je mordrais pas la main de celui qui me nourrit!

Mais est-ce que ces études-là sont réellement dans l'intérêt du citoyen? Moi, quel intérêt que j'ai? Moi, je suis un citoyen de Sainte-Christine, une petite municipalité de six cents (600) habitants. Ça fait quatre (4) ans, presque cinq (5) ans que j'essaie de sensibiliser les gens, de dire l'importance de l'eau. Ça a toujours été l'eau.

Moi, j'ai de l'eau miraculeuse chez nous, sans filtreur, à cent soixante-quinze pieds (175 pi) dans le roc. Puis ça, c'est la vie.

J'ai demeuré à Carignan seize (16) ans, j'ai fait creuser trois (3) puits, puis j'avais encore un système de filtration comme une usine à Montréal pour avoir de l'eau buvable!

On l'a vu à Longueuil! À Longueuil, pour seulement trois (3) jours, ça l'a coûté combien, sept cent cinquante mille (750 000 \$) aux citoyens pour trois (3) jours, pour se procurer de l'eau potable pendant trois (3) jours?

Les redevances sur l'eau, c'est ridicule, soixante-dix dollars (70 \$) pour un million de litres (1 M L) que les compagnies consomment, pour embouteiller. Je pense que l'eau vaut plus cher que ça. Sept cent cinquante millilitres (750 ml) d'eau se vend plus cher qu'un litre (1 L) d'essence. Mais on dirait qu'on réalise pas l'importance de l'eau potable.

Sur tout le globe, on est la région qui a de l'eau potable, la plus grande richesse, c'est l'eau potable. Notre richesse naturelle, la première, c'est l'eau potable.

On parle de pipeline de gaz, oubliez le gaz! Le gaz, demain matin, si j'en ai plus, vous n'en avez plus, tout le monde n'en a plus ici, il peut marcher au travail, puis il va être plus en forme, il va faire ParticipACTION, mais s'il n'y a plus d'eau, il meurt!

Il faut arriver, je pense, à des compromis. Et puis on voit ici l'industrie, comme je dis dans mon mémoire, on a l'impression d'être dans un carrousel. On tourne en rond. À chaque fois qu'il y a une industrie qui va s'installer, qui semble un petit peu bizarre, que les citoyens s'inquiètent, on leur donne un BAPE. Allez donner vos commentaires, voir ce qu'on en pense de l'industrie!

Le Regroupement vigilance hydrocarbures, depuis cinq (5) ans qu'on s'implique pour essayer de dire aux gens, de les sensibiliser sur l'importance de faire des changements. On n'est pas des nonistes, on n'est pas des gens qui sont contre l'industrie; au contraire, on est des gens qui cherchent quelque chose de renouvelable.

Je l'ai mentionné dans mon mémoire ici, puis je suis sûr que vous avez pris connaissance, sur l'émission 109, RDI 109, l'or brun. Un documentaire qui dure presque une (1) heure, qui parle au Vermont d'un cultivateur qui a mille deux cent cinquante (1250) vaches.

Il fait mille six cent cinquante piastres (1650 \$) par jour en redevances d'électricité, parce qu'avec l'or brun qu'il jetait sur les terres, qui pollue peut-être les bassins versants, il a acheté, investi un million trois cent mille (1 300 000 \$) pour acheter une génératrice qui fournit l'électricité à tout le village, à toute la ville. Et en redevances, ça lui donne mille six cent cinquante dollars (1650 \$) par jour dans ses poches.

Et l'urine, ils font de l'urée mélangée avec les cendres, ils font le meilleur fertilisant sur ses terres. Zéro perte, zéro perte. Et c'est recyclable.

Même, mieux que ça, quand le fourneau a chauffé le fumier, il reste ce qu'ils appellent dans leur langage un cake qu'ils remettent sous les vaches comme litière, qui vient sauver soixante-quinze mille piastres (75 000 \$) de ripe par année. Puis peut-être sauver nos forêts aussi!

Ça, c'est du renouvelable, puis c'est des jobs locales.

La compagnie de Norvège, j'ai rien contre eux, mais on a vu MMA à Mégantic, quand il est arrivé une catastrophe, parce qu'une usine comme ça, c'est une bombe atomique, là. Ça peut arriver, personne leur souhaite de "bad luck", mais le risque, qui le prend? C'est tous les gens de Bécancour qui le prennent, qui prennent le risque de la contamination de l'eau, qui prennent le risque d'explosion. Parce que ça, c'est pas une petite explosion.

Moi, j'avais seize (16) ans, j'ai assisté à l'explosion à ville Lasalle des blocs appartements, ça a explosé avec le gaz naturel. Il y a cinquante (50) personnes, j'étais là comme étudiant pour aller aider, ils se pendaient après moi, les bras arrachés pour avoir de l'aide.

Je vais vous dire, c'est pas comique. Il faut pas que ça arrive. Mais le risque, qui le prend? Encore les Québécois.

Ces gens-là n'ont rien à cirer des Québécois. Ils vont faire comme MMA. S'il arrive quelque chose à Bécancour ici, ils ferment les livres, puis essaie de les poursuivre en Norvège! On l'a vu avec l'Américain, là, qui s'est fait poursuivre par J.E. chez lui, un peu partout, MMA, puis pas de responsabilité!

Ces gens-là, ce qu'ils nous offrent, une garantie peut-être d'un milliard (1 G\$) de dire, le maire de Montréal disait qu'on devrait, TransCanada devrait déposer un milliard (1 G\$) de "bail" au cas où qu'il arrive un incident à Montréal, mais ils sont pas prêts à faire ça.

C'est pas rentable. Probablement qu'ils l'ont, le milliard (1 G\$) à déposer, mais c'est pas dans leur intérêt.

755

Nous, nos intérêts, c'est l'eau, c'est la planète, c'est les générations futures.

Je vais un petit peu continuer ce que mon confrère Jacques Tétreault disait tantôt! La génération future, là, c'est pour elle qu'on fait ça. Moi, j'ai soixante-sept (67) ans au mois d'avril, et puis je vois mes petits poux qui vont à l'école, puis tout ça, puis je me pose toujours la question, est-ce qu'ils vont avoir de l'eau potable un jour à boire? Que ça nous arrive pas!

760

On l'a dit au BAPE, dans soixante (60) secondes, il y a soixante (60) enfants de morts parce qu'ils ont soit bu de l'eau contaminée ou qu'ils n'ont pas d'eau potable à boire, dans le monde. Mais ça n'arrive pas dans notre cour, c'est pas important!

765

Qu'est-ce qui est important? La vie des citoyens ou trente (30) jobs, puis quand on dit aussi trente (30) jobs, si réellement on avait l'intérêt de Bécancour, les bureaux seraient à Bécancour, pas à Montréal. C'est aux citoyens de Bécancour de profiter des jobs de bureau! Bien non, ils sont à Montréal.

770

Moi, je pense que c'est toujours l'intérêt, c'est pas l'intérêt des gens, local, du Québec, c'est l'intérêt de leur poche. Les navires qui traversent, de se servir de l'autoroute des Québécois gratuit. Ils se servent du Saint-Laurent comme une autoroute gratuite. On paie pas, go, let's go, on y va. C'est un peu aberrant.

775

Je vais juste terminer! C'est la même chose pour le milieu humide, un point neuf acre (1,9 a), c'est pas important, mais Jacques l'a mentionné, puis je pense qu'il l'a bien mentionné, donc je reviendrai pas sur la situation.

780

Mais c'est un petit peu comique. C'est comme on dirait, mon bébé, la couche est mouillée, mais c'est pas important, on sait pas où ce qu'elle vient, la source, pourquoi qu'elle est mouillée, on se pose pas de questions. On l'enlève tu, la couche, puis il y en a pas de besoin, vu que c'est pas important? Bon, mettre une épingle à linge ou un bouchon! La source, c'est pas important. On va la remplacer par quoi? C'est aberrant de voir ce qu'on peut sortir.

785

PAR LA PRÉSIDENTE :

Je vous inviterais, il vous resterait un deux (2) minutes, si vous pouvez conclure, monsieur Chartier.

790

PAR M. RICHARD CHARTIER :

795 Pas de problème. Parce que moi, je vais finir la conclusion, madame Grandbois, qui dit :
protégeons notre eau, construisons des usines de filtration qui fonctionnent au solaire, au biogaz,
des pipelines d'eau potable pour exporter vers l'Alberta peut-être ou ailleurs! Puis ça, quand ça
brise, les pipelines, il n'y a pas de problème. Un pipeline d'eau, ça brise, il n'y a pas de danger!
Puis on met un «meter» au bout à trois piastres du litre (3 \$/L), parce que tout à l'heure, du gaz,
ils peuvent s'en passer, mais pas de l'eau, comme j'ai mentionné.

800 Les redevances aux compagnies de bouteilles d'eau fabriquées, comme je l'ai mentionné,
soixante-dix piastres (70 \$) pour un million de litres (1 M L), devraient être montées à trois cents
(300 \$) ou quatre cents piastres (400 \$). On sait qu'il faut qu'il y ait des transactions quelque part,
puis ça prend de l'argent pour faire de l'argent, mais on va pas les chercher, je pense, aux bonnes
805 places.

On l'a vu à Longueuil, sept cent cinquante mille piastres (750 000 \$) pour trois (3) jours
d'eau.

810 Des corporatives, pourquoi qu'on formerait pas des corporatives? Partout des corporatives.
Pas l'argent étranger, des corporatives dans nos villes comme à Bécancour. On en a du gaz
naturel. À la Semaine verte il y a deux (2) semaines, ils parlaient de changer la moulée des vaches
parce qu'ils faisaient trop de CO₂ dans l'atmosphère. Allons-y, voyons ce qui se passe. On fait des
vitrines de biométhanisation, il y en a plein qui s'évaporent dans l'atmosphère.

815 On éliminerait les boues usées, les fumiers, la protection de l'eau, les bassins versants, les
déchets. Si on va voir 109 RDI, vous allez voir tout ça là-dedans, l'énergie solaire.

820 Ça fait qu'en conclusion, je vous remercie, je remercie la Commission de nous entendre, et
j'espère que notre gouvernement, les Libéraux seront les premiers à faire marcher des
génératrices à l'or brun et regarder ce document. L'estimation des boues juste à Montréal
représente un milliard de dollars (1 G\$). C'est dans le documentaire.

825 Ça fait qu'allons vers d'autre chose qu'on a. Pourquoi creuser ou essayer de travailler des
gaz qui peuvent nous exterminer quand on peut avoir des produits qui sont là depuis des
centenaires mais qu'on n'exploite pas! Nos agriculteurs n'en seraient que plus favorables, et les
jobs demeureraient locales.

830 Merci.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Merci monsieur Chartier.

835 On va prendre une pause de quinze (15) minutes, donc je vous inviterais à revenir à trois heures moins cinq (3 h -5)! À bientôt.

840 _____
SÉANCE SUSPENDUE QUELQUES MINUTES

REPRISE DE LA SÉANCE

COLLECTIF MORATOIRE ALTERNATIVES VIGILANCE ET INTERVENTION

PAR LA PRÉSIDENTE :

J'inviterais maintenant monsieur Serge Fortier du Collectif Moratoire Alternatives Vigilance et Intervention à venir présenter son mémoire.

Bonjour monsieur Fortier.

PAR M. SERGE FORTIER :

Bonjour. Bonjour à vous.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Nous vous écoutons.

PAR M. SERGE FORTIER :

Merci de me recevoir. Je suis porte-parole pour le CMAVI qui veut dire Collectif Moratoire Alternatives Vigilance et Intervention.

LECTURE DU MÉMOIRE

Combien me reste-t-il de temps?

PAR LA PRÉSIDENTE :

Il vous reste un cinq (5) minutes.

PAR M. SERGE FORTIER :

Ah, c'est en masse.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Vous n'êtes pas obligé de tout le prendre.

PAR M. SERGE FORTIER :

885 À moins que vous me posiez un paquet de questions!

Non, c'est juste, je vous dirais, un commentaire personnel. Vous savez, moi, je suis un citoyen bien ordinaire qui faisait sa petite job de travailleur autonome, et puis j'ai été interpellé par les dossiers semblables, pourquoi, parce que je me sens responsable entre autres dans notre
890 société de ce que la société décide de faire, décide de consommer.

Vous savez, à chaque fois que notre société ou que nous-mêmes, parce que je vais parler pour moi, à chaque fois que je permets, à chaque fois que j'encourage ou à chaque fois que je consomme des hydrocarbures, je sais pertinemment que je cautionne en même temps le malheur
895 de certains citoyens, soit au Québec ou à travers le monde ou ailleurs.

Puis je vous dis ça, parce que je l'ai vécu, je l'ai vu, j'en ai vu des citoyens affectés par cette sacro-sainte indépendance énergétique par les hydrocarbures qu'on veut avoir en Amérique du Nord et même ailleurs dans le monde.
900

Puis je suis pas le seul d'ailleurs à avoir vu ça, il y a plusieurs personnes qui sont ici présentes que je connais qui ont vu les mêmes citoyens souffrir de cette exploitation-là. Mais ça, on ne les entend pas, ces citoyens-là.

On les entend pas, pourquoi, parce que quand ils ont une propriété qui n'a plus d'eau potable – on parlait de l'eau tantôt, puis c'est important, ça, monsieur Chartier parlait de l'eau, c'est un fait, l'eau, c'est vital - bien, une propriété qui n'a plus d'eau, moi, si chez nous je n'avais plus d'eau, je ne serais pas capable de la vendre, ma maison.
905

Alors on a rencontré des gens avec une propriété d'une valeur de cent soixante mille dollars (160 000 \$), du jour au lendemain ils se sont ramassés – bien là, ils ont été malades pendant un bout de temps jusqu'à temps de s'apercevoir que c'était leur puits d'eau potable qui avait été contaminé par une gazière - s'est ramassé avec une valeur de neuf mille dollars (9000 \$). Qu'est-ce que vous voulez faire avec ça?
910

Peut-être qu'ils avaient encore une hypothèque de cent mille (100 000 \$) sur leur maison qui valait cent soixante mille (160 000 \$), puis elle ne vaut que neuf mille (9000 \$). Ruinés, voyez-vous!
915

Ça, on n'en entend pas parler. Les gazières s'en vantent pas, l'industrie pétrolière s'en vantera pas.
920

925 Mais moi par exemple, sachant ça aujourd'hui, je me dis qu'il faut que je participe à ce que
ça se passe plus comme ça. Parce que là, c'est les voisins. Là, c'est ailleurs, on peut bien fermer
les yeux, se mettre la tête dans le sable, ça, on l'a fait trop longtemps, mais aujourd'hui, c'est plus
ça. Parce que là, ça va être nos enfants qui vont passer au cash, puis moi, j'en ai cinq (5), puis j'ai
cinq (5) petits-enfants. Puis ce que je veux leur léguer en héritage, c'est un environnement qui est
sain, puis une économie qui est saine basée sur un développement qui est sain.

930 Et quand on encourage les usines comme Stolt, l'usine en soi est peut-être toute dans les
règles et tout ça, moi, c'est pas là que ça me préoccupe, c'est quand quelque part elle encourage
des choses sales, des choses qui vont nous nuire tôt ou tard.

935 Voilà, c'était mon commentaire personnel.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Merci monsieur Fortier. Je pense que c'est clair. Merci.

940

LOUYS PATRICE BESSETTE

PAR LA PRÉSIDENTE :

945 J'inviterais maintenant monsieur Louys Patrice Bessette à venir présenter son mémoire.

Nous vous écoutons.

950 **PAR M. LOUYS PATRICE BESSETTE :**

Bonjour madame Grandbois, monsieur Dériger bonjour.

955 Je vous remercie d'être là, d'exister. Ne vous laissez pas avoir par l'austérité, elle nous a
déjà amputés de la vidéo, de la webdiffusion, ne vous laissez pas comprimer plus que ça s'il vous
plaît!

960 Au contraire, le service que vous offrez à la population devrait bénéficier d'une campagne de
publicité afin d'inciter plus de gens à y participer. Je crois que ce serait important. Donc voilà! Je
commence avec la page couverture de mon mémoire! J'aimerais souligner le merveilleux travail de
Marie-France Doucet avec qui j'ai eu la chance de collaborer pour la rédaction de mon texte.
Madame Doucet est une citoyenne bénévole engagée comme moi-même.

Je commence donc dans le mémoire par me présenter. J'explique mes motivations à participer au BAPE Stolt. Je ne le lierai pas tout.

Je fais entre autres état d'une impression qui est partagée par un grand nombre de personnes qui est la suivante! Nos dirigeants actuels ont bien peu d'intérêt pour la protection de l'environnement, qu'ils semblent considérer comme une embûche à contourner plutôt qu'une richesse à protéger. Donc vous pourrez lire le reste.

L'emplacement du projet! Rapidement ici, j'exprime un fort doute quant à l'importance qui a été attribuée à la perte de un point neuf hectare (1,9 ha) de milieux humides. C'est deux cent quatre mille cinq cent quatorze point trois pieds carrés ($204\,514,3\text{ pi}^2$), ça. Plus de deux cent mille pieds carrés ($200\,000\text{ pi}^2$), je crois pas que ce soit négligeable, en aucune façon.

Toujours en pages 3 et 4, j'entre dans le vif du sujet de mon mémoire qui est la présentation à la pièce des projets. Le projet Stolt, pour moi, ce n'est qu'une partie d'un projet d'une toute autre échelle. Celui du lancement de l'exportation de gaz naturel liquéfié. C'est une toute nouvelle industrie au Québec.

Il n'y actuellement aucune infrastructure de liquéfaction et de regazéification de gaz naturel dans la Belle Province. Il ne s'agit donc pas d'une petite usine commune, il s'agit d'une usine qui ouvre la voie à une nouvelle filière industrielle.

Monsieur Brosseau de Stolt LNGaz a d'ailleurs mentionné qu'il y a au moins un autre avis qui a été déposé pour un projet intimement lié au projet de Bécancour, et qu'il y en aura certainement d'autres ailleurs au Québec. C'est donc un premier morceau de casse-tête qui se met en place.

En page 5, j'ai pris toute une page pour vous souligner fort et clair qu'on nous parle de l'arbre mais pas de la forêt. C'était aussi le cas lors du premier BAPE sur le gaz de schiste en 2010-2011.

En page 6, j'émetts un sérieux doute sur la qualité de la consultation réelle du public. Ce n'est pas un reproche que je fais au BAPE, à part peut-être le temps, les délais extrêmement courts, mais ce n'est pas un reproche que je fais au BAPE, loin de là. C'est d'ailleurs même grâce à la tenue d'un BAPE que j'ai pu me renseigner sur le présent projet.

Mais je pense qu'en haut lieu, on a appris à soumettre les projets miette par miette afin que ce soit difficile, voire même impossible d'avoir une vue d'ensemble des directions qui sont prises pour l'avenir.

Il est malhonnête de demander à la population d'évaluer une portion d'un grand projet sans en avoir la vue d'ensemble.

1005 De plus, j'ai été choqué, et c'est le bon mot, j'ai été choqué par la minimisation faite par le promoteur et SNC-Lavalin des risques d'accidents de camionnage de gaz naturel liquéfié, ainsi que la minimisation du nombre de bateaux méthaniers, seulement trois (3) ou quatre (4) par semaine.

1010 J'ai ajouté deux (2) questions pertinentes en bas de la page 6 que je n'ai pas posées lors de la première partie des audiences! Donc quelle serait la capacité réelle de chargement de méthaniers par semaine, donc en nombre de bateaux?

1015 Dans le document 9.1 du 3 mars en page 6, en réponse à la question 13, j'ai découvert que le chargement de méthanier peut se faire de jour comme de nuit.

1020 Ici, on s'intéressait au bruit que ça pourrait causer très localement la nuit. Moi, j'en conclus que le quai de chargement pourra donc fonctionner vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre (24). Il y aurait certainement plus que quatre (4) bateaux par semaine. Moi, c'est ce que j'en déduis. Ça me semble très clair.

1025 Notez que c'est un petit ajout à mon mémoire, puisque le BAPE a obtenu la réponse donc après les audiences où le public pouvait poser des questions. Merci d'avoir obtenu ce fait très intéressant.

1030 La deuxième question que j'ai ajoutée, c'est à propos d'un projet de route qui ne mène nulle part. Ça, ça a été annoncé par Radio-Canada le 25 février, donc toujours après la première partie des audiences. Le lien vers cette vidéo-là est dans mon mémoire, je peux malheureusement pas la faire jouer ici à cause d'une considération de droit d'auteur, mais il s'agit d'une série de quelques tronçons de routes qui relieraient des villages côtiers sur la Côte-Nord, pas tous ensemble, les relieraient en paire afin que tous les villages aient accès à un port et un aéroport.

1035 Tout ça, selon Radio-Canada, et je cite la vidéo «tout ça pour que les enfants puissent aller à l'école et revenir chez eux à tous les soirs».

Je doute que le gouvernement du Québec fasse tout ça pour quelques élèves du secondaire, franchement!

1040 Donc est-ce que ce bien étrange projet de routes a un lien avec le projet Stolt pour de la livraison de gaz naturel liquéfié par camion-citerne?

Et est-ce que la livraison de gaz naturel liquéfié peut se faire par avion aussi, pour l'éventuel projet du Plan Nord?

1045 Revenons aux bateaux maintenant!

En page 7 du mémoire, je tente de démontrer que les méthaniers que Stolt considère comme étant petits par rapport au Queen Mary 2 sont en réalité d'énormes navires.

1050 Donc voici un grand voilier de soixante pieds (60 pi). Soixante pieds (60 pi), c'est deux (2) fois la largeur de la maison. J'ai pris cette dimension de bateau parce que c'est une dimension que je considère comme étant grande dans la catégorie des embarcations de plaisance bien sûr, mais c'est aussi une dimension de bateau qui est mieux connue du public. Puis je souligne en passant que c'est une embarcation non polluante.

1055 Alors c'est un clin d'œil à la tactique de minimisation que j'ai mentionnée plus tôt. Dans ce cas-ci, c'est flagrant quand on regarde comment sont présentés les petits bateaux qui sont envisagés par Stolt. Le Queen Mary 2 fut, à sa construction en 2004, le paquebot à plus fort tonnage du monde. Et la petite tache noire en bas que vous voyez, c'est le grand voilier de tout à l'heure. À sensiblement la même échelle.

1060 En page 8, je vous suggère ici, madame et monsieur les Commissaires, une recommandation que moi, je ferais au gouvernement et à la population si j'étais à votre place.

1065 Alors rapidement, je parle de recommander que soit évaluée notamment la provenance du gaz naturel importé au Québec, l'acceptabilité sociale de la transformation de gaz de schiste importé, la comparaison entre le gaz naturel et d'autres types d'énergie en regard à leur potentiel de transition vers les énergies vertes, car il y en a d'autres, et le rôle géopolitique du Québec dans le marché des hydrocarbures.

1070 Cette question-là qui essaie d'évaluer notre pouvoir de décision ou d'influence devra être adressée un jour. J'ai le goût d'ajouter parce qu'entre-temps, on fait à peu près n'importe quoi, là!

1075 Je doute fortement que le gaz de Stolt soit destiné au marché québécois, entre guillemets, non relié au réseau de gazoduc, mais plutôt au marché européen.

1080 Puis, bon, le reste de la page parle aussi rapidement du transport de camion et de la stratégie de «just in time» qui cause des problèmes de congestion routière depuis déjà quelques années sur nos routes. C'est un parallèle concernant l'exactitude des évaluations des impacts que l'on fait, auxquels on est habitué de subir les conséquences.

1085 En pages 9 et 10, je reviens encore une fois sur l'idée de la présentation partielle de grands projets, en me demandant si on accepterait, si c'était formulé de cette façon, si l'on accepterait de faire ce que nous refuserions de toute évidence, soit de transformer et exporter du gaz de schiste des Américains ici au Québec, mais sous une bannière norvégienne?

Ici, je décris ma vision pessimiste du futur, vous pourrez lire, c'est pas très jovial.

1090 En gros, il y aura des impacts à toutes ces décisions qui sont prises au sujet du transport d'hydrocarbures sur notre territoire. Le projet Stolt n'est qu'un projet parmi tant d'autres que l'on nous présente, je le répète, pièce par pièce.

Alors quelle est la vraie question qui devrait être posée ici?

1095 Est-ce que le projet Stolt est acceptable, si on l'évalue uniquement, ses impacts, très locaux, de Bécancour, ou y a-t-il une question plus pertinente que l'on tente d'éviter?

1100 Après avoir lutté pendant plus de quatre (4) ans contre le gaz de schiste, aux côtés de résidents américains, notamment ceux de la Pennsylvanie qui nous ont fourni une quantité astronomique d'informations sur les impacts très réels qu'ils vivaient, en photos, en vidéos, en témoignages, et aussi en études scientifiques, moi, je me sentrais pas bien d'exporter leur gaz après tout ça.

1105 Je crois donc qu'il serait honteux maintenant de permettre que leur gaz trouve un débouché par chez nous. Je suis donc catégorique, pour moi, c'est non.

1110 Parlant des Américains, vendredi dernier, le 6 mars, le président Obama a fait une allocution devant les étudiants du Benedict College en Caroline du Sud à propos qui Keystone XL et des changements climatiques et des énergies vertes.

Il a décrit un scénario réaliste, catastrophique mais réaliste scientifiquement parlant de l'avenir qui nous attend si on ne planifie pas un virage drastique vers les énergies vertes.

1115 Alors si vous pensez que les écolos plus verts que vert – là, je cite le ministre des Transports ici – si vous pensez que les écolos plus verts que vert «badtrippent» sur les changements climatiques, vous devriez vous renseigner, car même le président des États-Unis parle de catastrophe imminente.

1120 Pour ceux qui nous écoutent sur Internet, j'ai publié une traduction complète de cette allocution, donc sous-titrée en français sur mon compte Facebook, puis c'est facile à trouver. Il

s'agit évidemment d'un autre ajout à mon mémoire! J'invite la Commission à visionner cette traduction que j'ai faite de l'allocation et je vous remettrai le lien.

1125 En page 11, je vous ai mis quelques citations de l'audience du 9 février qui démontrent clairement que le gaz naturel liquéfié est majoritairement destiné au marché européen. Ça semble être un fait.

1130 Ce sont des navires qui peuvent faire la traversée de l'Atlantique. Ah oui, ils vont probablement en décharger un peu sur la Côte-Nord en passant devant, grâce aux routes qui ne mènent nulle part, probablement.

En page 12, la dernière page de mon mémoire, la provenance et l'éthique du gaz importé au Québec, personne ne s'en préoccupe, semble-t-il.

1135 La provenance et l'éthique du gaz importé au Québec, donc ni l'industrie, sans grande surprise, ni le MDDELCC – en passant, LCC signifie lutte aux changements climatiques, alors permettez-moi de rire, ah, ah, ah! Ils ne se présenteront même pas aux audiences de l'Office national de l'énergie dans le dossier d'Énergie Est. Ça en dit long.

1140 **PAR LA PRÉSIDENTE :**

Monsieur Bessette, si vous pouviez conclure, il vous reste un petit peu moins de deux (2) minutes!

1145 **PAR M. LOUYS PATRICE BESSETTE :**

Oui. J'arrive justement à la conclusion!

1150 Donc ni l'industrie, ni le MDDELCC, ni la Direction du marché du carbone ne se préoccupent de l'éthique et de la provenance du gaz de schiste.

1155 Donc moi, selon mon chronomètre, il me reste à peu près exactement une (1) minute! Donc j'aimerais ça mettre ça clair! Je ne suis pas un bien-pensant du Plateau-Mont-Royal qui se promène en vélo l'hiver et en gougoune l'été en rêvant d'une société utopique, là. Je suis un Québécois tout à fait normal. Ma mère, aujourd'hui décédée, est née sur le rang Thibodeau à Saint-Grégoire, donc je suis pratiquement un petit gars du bout.

Je suis aussi sans emploi actuellement. Je comprends donc très bien les gens qui espèrent des emplois de ce projet, mais pour une centaine d'emplois, trente (30) sur le site et environ

1160 quatre-vingts (80) indirects qui sont espérés, ça, c'est de l'ordre d'une PME. Une centaine d'emplois, c'est une PME, pas une industrie.

Par contre, les impacts environnementaux, eux, sont bel et bien industriels.

1165 Il y a madame Racine hier qui disait qu'il ne faut pas perdre tout sens critique quand on nous parle d'emplois. Je suis tout à fait d'accord avec elle. Mille tonnes (1000 t) de gaz à effet de serre par employé par année, pensez-y!

Merci.

1170

PAR LA PRÉSIDENTE :

Merci monsieur Bessette. Je pense que vous avez été clair, monsieur Bessette.

1175

PAR M. LOUYS PATRICE BESSETTE :

Merci.

PAR LA PRÉSIDENTE :

1180

Merci.

1185

GROUPE MACO INC.

PAR LA PRÉSIDENTE :

1190

J'inviterais maintenant monsieur Mathieu Gagnon du Groupe MACO mécanique à venir présenter son mémoire.

Bonjour monsieur Gagnon.

PAR M. MATHIEU GAGNON :

1195

Bonjour madame la Présidente, bonjour monsieur le Commissaire.

PAR LA PRÉSIDENTE :

1200 Alors nous vous écoutons.

PAR M. MATHIEU GAGNON :

1205 Merci. Je me présente, mon nom est Mathieu Gagnon, entrepreneur en services d'entretien et de construction industrielle.

1210 Comme j'ai mentionné lors des périodes de questions il y a deux (2) semaines, je porte fièrement deux (2) chapeaux, puisque je suis moi-même résident de Bécancour et j'habite à quelques kilomètres d'ici et de la zone industrielle.

1215 Je voudrais vous remercier pour nous donner l'opportunité d'émettre notre opinion sur l'éventuelle venue de l'usine de Stolt LNGaz.

1220 Donc au nom de l'entreprise MACO, il nous fait plaisir de vous présenter un mémoire à cet effet. Et aussi, bien, j'en profite pour remercier puis féliciter tous les citoyens, les sociétés, les organismes qui prennent le temps de venir donner leur opinion.

1225 Le mémoire que nous avons préparé, afin que ce soit plus concis peut-être et plus bref, je vais me permettre d'en faire la lecture.

1230 Évidemment, le mémoire cible les retombées économiques reliées à la venue d'une telle usine, mais aussi parfois des éléments qui sont moins connus dont les gens, les citoyens sont moins conscients.

1235 On veut aussi parler de l'encadrement qu'on retrouve dans d'éventuels sites comme celui de Stolt LNGaz, autant pour les travailleurs qui y travaillent que pour la conformité des travaux qu'on doit réaliser. Ça va!

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 1, 2^e paragraphe, 1^{re} ligne, «Notre intention...»)

1230

FIN DE LA LECTURE (Page 3, 2^e puce, fin, «... de l'usine de TRT-ETGO.»)

Usine qui produit de l'huile de canola et de soya en 2009 et 2010.

1235 L'ensemble des travaux de la nouvelle usine de silicium haute pureté de Silicium Bécancour, destinée au marché des panneaux solaires en 2009.

Les services d'entretien à la centrale nucléaire de 2008 à 2011, encore aujourd'hui en 2014-2015.

Travaux d'expansion qui étaient la phase 2 du prolongement des travaux de TRT-ETGO en 2012-2013.

Et finalement, tout récemment en 2014, des travaux qui ont constitué en la mise en place d'une nouvelle unité de production à l'usine de CEPSA Chimie Bécancour.

En plus de tout ça évidemment, parce que les projets qui sont cités ici, ce sont des projets de construction, mais en plus de tout ça, nous participons annuellement à de nombreux travaux d'entretien et d'arrêts d'usines dans la région et également à de nombreux projets liés au réseau gazier au Québec.

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 3, avant-dernier paragraphe, 3^e ligne, «Vous comprendrez...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 5, point 2.2, 1^{er} paragraphe, 1^{re} ligne, «... depuis des années...»)

Font de nous une région qui a des lettres de noblesse au niveau de la réalisation de travaux de construction, que ce soit à travers les milliers de travailleurs, d'ingénieurs, de techniciens qui ont travaillé au fil des ans. Notre région a la réputation d'avoir la meilleure main-d'œuvre industrielle au Québec.

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 5, point 2.2, 1^{er} paragraphe, 5^e ligne, «Plusieurs entreprises...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 6, dernier paragraphe, dernière ligne, «... d'entamer les travaux.»)

En ce qui a trait aux normes de qualité et de conformité dans l'industrie, c'est un élément dont on ne discute pas fréquemment, mais il est important de comprendre que tous les travaux réalisés par nos travailleurs ou par des entreprises similaires à la nôtre sont soumis à des programmes d'assurance qualité très rigoureux, définis par la Régie du bâtiment et selon les codes et normes en vigueur dans l'industrie.

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 7, 2^e paragraphe, 1^{re} ligne, «Les normes de qualité...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 8, dernier paragraphe, dernière ligne, «... de notre industrie.»)

Je vous remercie. Merci à vous.

1280 **PAR LA PRÉSIDENTE :**

Merci monsieur Gagnon. Monsieur Dériger.

1285 **PAR M. MATHIEU GAGNON :**

Est-ce qu'il y a des questions?

PAR LA PRÉSIDENTE :

1290 Oui.

PAR M. MATHIEU GAGNON :

1295 J'en souhaitais pas.

PAR LE COMMISSAIRE :

Trop tard! Il ne fallait pas vous asseoir là.

1300 J'aimerais revenir sur la question des normes de sécurité, pour bien comprendre.

En fait, vous spécifiez que vos travailleurs ont à intervenir dans différentes usines en fonction de différentes normes de sécurité, est-ce que vous parlez de normes qui sont spécifiques à chacune des usines ou c'est des normes qui sont plus générales?

1305

PAR M. MATHIEU GAGNON :

Il y a les deux (2). Les normes qui sont générales, qui sont en lien avec le Code de sécurité sur les travaux de construction. Il y a un code qui existe avec une norme.

1310

Mais chaque usine et chaque site a des particularités bien à elle avec des enjeux selon les produits avec lesquels on doit composer, qui les obligent à avoir des formations spécifiques ciblées pour eux.

1315 **PAR LE COMMISSAIRE :**

Donc à ce moment-là, quand vous voulez intervenir, par exemple, pour l'entretien d'une exploitation, il faut que vous soyez en mesure d'abord, de un, de respecter ces normes-là?

1320 **PAR M. MATHIEU GAGNON :**

Oui.

1325 **PAR LE COMMISSAIRE :**

Et de deux, d'avoir la formation pour le faire?

PAR M. MATHIEU GAGNON :

1330 Absolument.

PAR LE COMMISSAIRE :

1335 Et la formation, à ce moment-là, qui la donne? Est-ce que vous devez la prendre ailleurs ou c'est l'entreprise?

PAR M. MATHIEU GAGNON :

1340 Nous, on a deux (2) personnes chez nous à l'interne qui donnent un bon nombre de formations, ceux qui sont les plus standards dans l'industrie.

Lorsque c'est ciblé par l'employeur, c'est l'employeur lui-même qui fait l'encadrement et l'administration de ces formations-là.

1345 Je tiens à préciser que, exemple, produits chimiques, il y a des procédures qui encadrent les travaux qui font partie des formations de sécurité. Mais il y a aussi tous les équipements de protection qui sont fournis par l'entreprise, l'usine, qui sont aussi indispensables et qui sont spécifiques à chaque usine, parce qu'il y a des compatibilités des fois entre les produits et les équipements de protection que les travailleurs portent.

1350 **PAR LE COMMISSAIRE :**

Donc de la façon que ça fonctionne, donc vous vous engagez, en fait quand vous faites un contrat avec eux, il doit y avoir une clause quelque part où est-ce que vous vous engagez à

1355 respecter certaines conditions, puis eux aussi s'engagent à vous fournir certains équipements ou certaines formations?

PAR M. MATHIEU GAGNON :

1360 Tout à fait. Et par rapport à nous et nos travailleurs qui exécutent les travaux. Chaque travailleur doit se conformer à notre programme de prévention. Comme entreprise, on détient un programme de prévention qui est approuvé, qui est conforme à la loi.

1365 Donc chaque employé doit attester puis confirmer son adhésion et sa compréhension; et aussi, aux formations qui sont administrées localement dans une usine, on doit confirmer notre acceptation, la reconnaissance de ces obligations et procédures.

PAR LE COMMISSAIRE :

1370 Merci.

PAR LA PRÉSIDENTE :

1375 J'aurais aussi une petite question pour illustrer, dans le fond, ce qu'un projet comme Stolt pourrait vouloir dire pour une entreprise comme la vôtre.

1380 Vous avez mentionné au début que vous œuvrez en mécanique, tuyauterie, chaudronnerie industrielle. Pour monsieur et madame Tout-le-monde, chaudronnerie industrielle, tout le monde n'est pas nécessairement très très sûr de ce que ça veut dire. Donc un projet comme Stolt, ça pourrait, c'est sûr qu'on parle au conditionnel, mais ça pourrait représenter quel genre de contrat ou d'intervention pour votre entreprise?

Pourriez-vous nous donner une couple d'exemples?

1385 **PAR M. MATHIEU GAGNON :**

1390 Oui, oui. Toute la mise en place des équipements de procédé, toutes les unités ou les modules qui sont nécessaires au procédé de liquéfaction, la mise en place de ces installations-là ou équipements-là.

Le raccordement de ces équipements-là. On appelle ça l'interconnexion, mais le raccordement de ces équipements-là un envers l'autre ou un avec l'autre.

1395 Donc tous les volets d'installation, fabrication et installation de tuyauterie, mise en place d'équipements et fournitures et érection de réservoirs. Donc les réservoirs de stockage. On fait l'installation et l'érection de réservoirs de stockage, entre autres.

PAR LA PRÉSIDENTE :

1400 Ça m'amènerait aussi, on a eu un certain nombre d'interventions de personnes ou de groupes où il a été discuté qu'il fallait favoriser, qu'il serait important que Stolt, si elle s'implantait, favorise l'octroi de contrats ou l'embauche de travailleurs locaux.

1405 Puis il y a certaines mesures potentielles qui ont été identifiées, comme par exemple le fait de diviser, le faire des lots avec les contrats.

PAR M. MATHIEU GAGNON :

1410 Des lots plus petits.

PAR LA PRÉSIDENTE :

1415 Exact. Dans le cas de votre entreprise, vous êtes une entreprise d'une bonne taille pour une entreprise de votre domaine, est-ce que, bon, la mesure qui consiste à diviser les lots, est-ce que c'est quelque chose qui est nécessaire pour une entreprise de votre taille? Est-ce qu'il y aurait d'autres mesures qui peuvent être utiles?

PAR M. MATHIEU GAGNON :

1420 Bien, typiquement, ce qui est la préoccupation et qui est la nôtre aussi, typiquement, c'est la façon dont les projets de construction se réalisent au Québec.

1425 Il y a des fragmentations de lots dans la spécialité dont nous sommes; ça peut être deux (2) ou trois (3) lots, avec des portées de travaux qui touchent au même secteur, mais qui sont sujets à des appels d'offres et qui permettent à plus qu'un joueur ou un entrepreneur d'y participer.

1430 Donc pour répondre à votre question, notre intention n'est pas du tout de, comment dire, de fonder ou en tout cas de miser sur un projet qui va être un projet global avec un joueur qui pourrait réaliser tous les travaux. C'est pas ce qu'on souhaiterait.

On souhaiterait, au même titre que d'autres entrepreneurs locaux, d'avoir la chance d'y participer. Parce qu'évidemment, vous comprendrez que c'est des appels d'offres.

1435 Donc lorsqu'il y a un lot, puis tu manques ta chance, bien à ce moment-là, bien, tu te prends un billet, puis tu achètes une chaise, puis tu le regardes se réaliser, mais tu en fais pas partie.

Tandis que s'il y a deux (2) ou trois (3) lots, bien, à ce moment-là, les chances sont plus élevées qu'on puisse en décrocher un des deux (2) ou un des trois (3).

1440 **PAR LA PRÉSIDENTE :**

Donc même pour une entreprise de votre taille, ça demeure une mesure importante?

1445 **PAR M. MATHIEU GAGNON :**

Tout à fait, une volonté.

PAR LA PRÉSIDENTE :

1450 J'aurais peut-être une autre question. Vous avez mentionné, vers la fin de votre témoignage, que la région avait une expertise qui était reconnue dans des domaines comme par exemple la soudure haute pression par exemple, pour prendre cet exemple-là.

C'est des exemples qu'on associe peut-être plus à des travaux lors de la construction.

1455 Est-ce qu'on peut quand même comprendre que l'expertise particulière de la région, c'est une expertise qui est souvent nécessaire pour les emplois qui seraient requis lors de l'opération d'une usine comme Stolt?

1460 **PAR M. MATHIEU GAGNON :**

Le support aux opérations, oui, c'est principalement lié aux activités de construction.

1465 Mais durant le cycle de vie d'une usine, autant lors d'arrêts planifiés d'entretien, de maintenance, de vérification, de réparation, de modification au niveau du procédé, d'amélioration, d'optimisation, on est appelé à intervenir à tout moment en cours d'année pour assister, accompagner les usines qui elles n'ont pas cette expertise-là.

1470 Eux ont l'expertise et la connaissance avec leurs gens pour exploiter l'usine, opérer l'usine, mais lorsque vient le temps de faire des travaux de modification ou d'amélioration, ou de réparation, à ce moment-là ils font appel à des entreprises comme nous.

1475 Donc pour répondre à votre question, c'est rare qu'on a un privilège d'avoir un projet comme celui-là chez nous. Notre pain et notre beurre, on le gagne à faire des travaux d'entretien et de réparation comme je viens de vous le mentionner.

1480 Ça, pour nous, c'est dans un cycle de développement comme le parc industriel ici, typiquement, depuis les trente (30) dernières années, aux cinq (5) à sept (7) ans il y a une nouvelle entreprise qui est venue s'établir.

Mais après que cette usine-là est construite, pour gagner notre vie, bien, on continue à supporter ces gens-là puis à les aider, puis à les assister avant tout. Ça fait qu'on commence par exister parce qu'on fait de l'entretien, pour répondre à votre question.

1485 Et tant mieux quand il y a de la construction, mais c'est pas la construction qui fait vivre les entreprises comme nous. Est-ce que c'est clair?

PAR LA PRÉSIDENTE :

1490 C'est bien clair, je vous remercie monsieur Gagnon.

PAR M. MATHIEU GAGNON :

1495 Merci. Merci beaucoup.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Je pense que ça va être tout. Merci.

1500

JEAN-PIERRE LEDUC

PAR LA PRÉSIDENTE :

1505 J'inviterais maintenant la dernière personne qui présentera un mémoire écrit, monsieur Jean-Pierre Leduc, à venir présenter son mémoire.

1510 Bonjour monsieur Leduc.

PAR M. JEAN-PIERRE LEDUC :

Bonjour madame la Présidente, bonjour monsieur le Commissaire.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Nous vous écoutons.

PAR M. JEAN-PIERRE LEDUC :

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 2, 1^{er} paragraphe, 1^{re} ligne, «Les scientifiques...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 3, 3^e paragraphe, 1^{re} ligne, «... l'Agence Science-Presses...»)

Qui m'a bouleversé littéralement. Vous pourrez lire cet article au complet si vous voulez, j'ai laissé l'adresse Internet.

LECTURE DU MÉMOIRE (Page 3, avant-dernier paragraphe, 1^{re} ligne, «La vedette...»)

FIN DE LA LECTURE (Page 3, dernier paragraphe, dernière ligne, «... à la fin janvier.»)

Moi, quand je vois des choses comme celle-là, j'ai tendance à me méfier de tous les promoteurs liés aux énergies fossiles. Pour eux, l'argent passe avant tout.

Ayant participé au débat sur les gaz de schiste, j'ai constaté à maintes reprises que les promoteurs en connaissaient beaucoup mais en disaient peu. Les citoyens ordinaires comme nous ici doivent s'évertuer à leur faire cracher la vérité.

J'ai écouté plusieurs intervenants dans le cours de ces audiences ici et j'ai vu d'un côté, dans un camp, des promoteurs qui veulent de l'argent à tout prix, et les autres qui se dressent pour défendre ce qui reste de la planète.

Alors c'est tout ce que je voulais dire aujourd'hui.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Je vous remercie monsieur Leduc.

Écoutez, je pense que vous avez été clair.

PAR M. JEAN-PIERRE LEDUC :

Merci de m'avoir écouté.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Merci d'être venu.

Il n'y a pas de présentation verbale qui se rajouterait?

Si c'est pour une rectification, il faudrait vous inscrire à l'arrière, monsieur Guillemette. Est-ce qu'il s'agit bien d'une rectification? Oui, alors monsieur Guillemette.

On se comprend bien qu'il doit s'agir d'un fait et non pas d'une information ou d'une opinion!

PAR M. JOSEPH GUILLEMETTE :

Oui, ça va être très bref. C'est au niveau de l'imputabilité des compagnies qui exploitent, soit du gaz, du pétrole.

J'ai une petite auto, une vieille auto, 2003, et je suis assuré pour deux millions (2 M\$). On m'oblige à m'assurer pour deux millions (2 M\$). Pourquoi est-ce que ces compagnies-là...

PAR LA PRÉSIDENTE :

Mais là, je m'excuse, monsieur Guillemette, je pense pas que vous allez rectifier quelque chose qui a été dit aujourd'hui ou hier, là. Je pense que vous m'amenez une nouvelle...

PAR M. JOSEPH GUILLEMETTE :

Bien, je vais vous déposer ce document-là, ça vient de la Presse canadienne.

PAR LA PRÉSIDENTE :

Si vous voulez, s'il vous plaît, le déposer à l'arrière. Parce que normalement, on réserve la période uniquement pour corriger quelque chose qui aurait été dit.

PAR M. JOSEPH GUILLEMETTE :

1590 D'accord. Mais c'est d'en ajouter un petit peu, parce que dans le trio où on était tantôt, c'est moi qui a introduit cette notion-là, puis je voulais déposer ça.

PAR LA PRÉSIDENTE :

1595 Je comprends que vous aviez un argument de plus sur la question des garanties. Si vous voulez le déposer à l'arrière.

PAR M. JOSEPH GUILLEMETTE :

1600 Les garanties sont extrêmement minces, parce que Mégantic a été compensée à hauteur de deux cents millions (200 M\$) pour toute la catastrophe, autant les pertes de vie que le matériel.

Merci de m'avoir permis de parler. Je vous laisse ça en arrière.

1605 **PAR LA PRÉSIDENTE :**

Vous nous avez eus par la bande, monsieur Guillemette! Je vous demanderais de le déposer à l'arrière.

1610

MOT DE LA FIN

PAR LA PRÉSIDENTE :

1615 Donc si on n'a pas comme telle de rectification des faits, on en serait donc rendu à clore cette deuxième partie de l'audience publique!

1620 Alors nous vous rappelons évidemment que vous pouvez consulter tous les mémoires bien sûr qui ont été déposés, tous les autres documents, les transcriptions de madame Proulx qui seront, dans le cas des transcriptions, dans le site Web du BAPE et dans les trois (3) centres de documentation. Je vous rappelle qu'un de ces centres est situé à la Bibliothèque de Bécancour.

1625 Les centres de documentation seront ouverts tout au long du mandat de la Commission et jusqu'à un mois après que le rapport de la Commission ait été rendu public.

1630 Les personnes qui désireraient exercer leur droit de rectification par écrit ont jusqu'au 17 mars pour le faire. Si vous n'êtes pas en mesure de respecter ce délai et que vous voulez vraiment rectifier un fait, s'il vous plaît faites-en part à madame Anne-Lyne Boutin, du fait que vous demandez un peu plus de temps, parce que sinon, on pourrait ne pas être en mesure d'accepter vos rectifications.

1635 Maintenant, donc avant de vous laisser aller à vos occupations, on voudrait donc vous remercier, bon tout d'abord les participants qui ont participé, plusieurs d'entre vous déjà à la première partie des audiences, qui ont participé à la deuxième partie, donc en posant des questions dans un premier temps, en déposant des mémoires.

1640 Je l'ai mentionné à plusieurs reprises, c'est une participation qui ajoute beaucoup au processus de la Commission d'enquête. C'est un élément qui est essentiel aux commissions d'enquête du BAPE. Donc merci beaucoup.

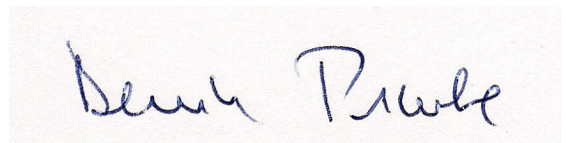
Merci aux personnes-ressources qui ont été présentes, évidemment surtout en première partie, mais également certains en deuxième partie.

1645 Merci au promoteur qui a été présent bien entendu tout le long du processus. Donc merci pour votre collaboration à ce processus public.

1650 Finalement, je remercie les gens à la technique, monsieur Moisan et monsieur Grenier du Centre de services partagés du Québec, madame Denise Proulx qui est toujours fidèle au poste comme sténotypiste et bien sûr, l'équipe de la Commission d'enquête, donc madame Catherine Plasse, madame Anny-Christine Lavoie absente aujourd'hui, toutes les deux (2) analystes, madame Anne-Lyne Boutin, la coordonnatrice de la Commission, monsieur Luc Nolet, le conseiller en communication, ainsi bien sûr que mon collègue, monsieur Louis Dériger.

1655 Donc je vous remercie encore une fois et je vous souhaite une excellente journée.

1660 Je, soussignée, DENISE PROULX, sténotypiste officielle, certifie sous mon serment d'office que le texte qui précède est la transcription fidèle et exacte de mes notes sténotypiques.



DENISE PROULX, s.o.